

RAPPORT ANNUEL 2016



GREA

GRUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

«Les drogues ont détruit beaucoup de vies, mais les mauvaises politiques drogues en ont anéanti encore bien davantage»

Kofi Annan

Billet du président

2

Les plateformes

3

Plateforme Adolescents
 Plateforme Alcool
 Plateforme Fonctions dirigeantes
 Plateforme Gouvernail
 Plateforme Genre et Dépendances
 Plateforme Jeu excessif
 Plateforme Nightlife
 Plateforme Prévention
 Plateforme Prisons
 Plateforme Réduction des risques
 Plateforme Travail social hors-murs (TSHM)
 Coordination interplateformes

L'invitée

10

Les formations

12

Printemps 2016
 Automne 2016
 Interventions dans les ES, HES et Universités
 Formations sur mesure
 Journées publiques

Coup de projecteur

13

Droits humains et addictions
 Le changement de paradigme tant attendu
 Le GREA en première ligne
 pour la défense des droits humains

Les projets

15

Académie des Dépendances 2016
 Alcochoix+
 In medias : au cœur du dialogue
 RISA

Les mandats

17

Campagne Alcool et Semaine Alcool
 Fordd - Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances
 Hyperconnectivité et cyberaddiction
 Intervention Précoce
 Jeux d'argent en ligne : intervention précoce
 PAC plus et PAC
 PILDJ - Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu
 PNA - Programme national alcool
 Promedro
 Addiction Neuchâtel
 Addictions et prisons

Coordination et représentation

22

COMMUNICATION 22
 ACTION DANS LE CHAMP POLITIQUE 23
 RÉSEAUX SUISSES ET INTERNATIONAUX 24

Finances

26

L'équipe

28



BILLET DU PRÉSIDENT

Cédric Fazan, Président du GREA

**Chers membres,
Chers collègues,**

Comme vous le lirez dans les pages qui suivent, cette année encore, le GREA a assuré des tâches de coordination et d'information confiées par les autorités cantonales, fédérales et les divers partenaires des réseaux professionnels avec lesquels notre association collabore au quotidien. Il a été notamment un artisan de l'Académie des Dépendances, qui s'est tenue en octobre 2016 au Tessin, réunissant les acteurs clés de la politique addictions en Suisse.

Reconnu comme un acteur incontournable du champ des addictions, le GREA a assumé ses mandats, ses formations, ses plateformes, ses obligations dans l'arène politique et médiatique. L'équipe et le comité ont travaillé sans compter avec une certaine maestria, ai-je envie de dire, sachant les faibles ressources qui sont les nôtres au vu des défis à relever. Ceci demande une certaine plasticité de la part du secrétariat, des coordinatrices et coordinateurs des plateformes et des membres du Comité. Je les en remercie toutes et tous chaleureusement. Je me permets toutefois de partager avec vous un défi pour le futur: le GREA ne fonctionne pleinement que s'il offre à ses membres et à la collectivité les espaces de discussion dont ils ont besoin. Avons-nous encore, nous, professionnels, le luxe de prendre ce temps d'échange?

En effet, acteur central du réseau, notre association offre des espaces de réflexion et de projection de notre pratique professionnelle. Et nous en avons un urgent besoin! Le domaine des addictions est en mouvance et il n'est plus une préoccupation politique aussi importante que par le passé. Le politique tend à individualiser les risques et les situations deviennent toujours plus complexes pour ceux qui ne pourront pas assumer lesdits risques. Dans ce contexte, nous devons réfléchir notre action pour ne pas nous contenter de regarder le phénomène de l'addiction uniquement comme une maladie. Quelles places (et quels financements) y a-t-il alors pour d'autres lectures et d'autres compétences professionnelles? L'insertion de la Stratégie Addictions dans celle nationale de la Santé 2020 au chapitre des Maladies Non Transmissibles devrait nous forcer à interroger les rapports entre le social, le

psychomédical, entre le juridique et l'économique. Nous devrions nous repencher sur les enjeux inhérents aux notions de «droits humains», de «citoyens», de «patients», de «consommateurs», d'«insertion», entre autres. Dans une perspective d'intelligence collective, il y a urgence à tisser des liens à l'intérieur de la Suisse et au-delà des frontières helvétiques. Il y a urgence... et si peu de temps. Les plateformes sont sans doute, par le lien privilégié entre les professionnels de tous horizons, la richesse du GREA. Ces lieux de rencontre sont d'autant plus nécessaires, voire obligatoires, que les institutions vivent le paradoxe de l'exigence d'avoir du personnel hautement qualifié et de caudales financières en matière de formation qui sont de plus en plus étroites. Les plateformes interprofessionnelles du GREA sont, à mon sens, la possibilité d'allier les apports théoriques de pointe à une pratique toujours plus exigeante. Consacrer du temps pour cela n'est pas dans l'air du temps, parce que ce n'est pas immédiatement comptabilisable. Mais prendre ce temps-là, c'est investir de l'intelligence et de la créativité pour nos collègues et pour les personnes qui recourent à nos prestations.

Merci de votre engagement et bonne lecture à vous!

LES PLATEFORMES DU GREA OCCUPENT UNE PLACE IMPORTANTE DANS LE RÉSEAU DES ADDICTIONS EN SUISSE ROMANDE. ELLES PERMETTENT AUX PROFESSIONNELS D'ÉCHANGER SUR LES PRATIQUES DE CHACUN, DÉBATTRE DE THÈMES D'ACTUALITÉ OU TOUT SIMPLEMENT PARTAGER LES QUESTIONS ET LES DOUTES QUI ÉMAILLENT LE QUOTIDIEN. DE CES PLATEFORMES NAISSENT DES RELATIONS PROFESSIONNELLES, DES COLLABORATIONS PLUS ÉTROITES ET PARFOIS DES PROJETS COMMUNS. SIGNE DE CETTE VIVACITÉ : LA NAISSANCE EN 2016 DE LA DOUZIÈME PLATEFORME FONCTIONS DIRIGEANTES. LA PLATEFORME PRISONS A ÉTÉ RELANÇÉE.

Plateforme Adolescents

Coordination: *Kathia Bornand, DEPART, Nyon, et Romaine Jacquier, Le Repuis, Grandson*

Au niveau de la composition de la plateforme, le retour des professionnels du canton du Jura nous a offert une meilleure représentation romande. Nos collègues tessinois du programme FAST ont fait le déplacement en Suisse romande pour nous présenter leur nouvelle structure d'accompagnement spécifique pour les jeunes consommateurs. La brochure « Adolescence aux risques de l'addiction » rédigée par la plateforme et parue en 2015 a été l'une des inspirations de base pour la mise en place de ce projet que nous saluons.

Pour 2016, lors des quatre séances annuelles de la plateforme, le souhait de la majorité des membres a été le partage de pratiques parfois ciblé sur des thèmes tels que la réflexion autour de l'utilisation et de l'application de l'article 3c de la LStup, les interventions policières en milieu éducatifs et le travail sous contrainte.

Ces échanges ont permis de mettre en évidence l'une des difficultés majeures en matière d'intervention précoce: la construction et le maintien d'un lien de collaboration suffisamment étroit et solide entre les professionnels de première ligne (foyers, écoles, structures d'insertion) et les professionnels dits « spécialisés ». En effet, le constat est fait qu'un nombre encore trop important d'adolescents « passe entre les mailles du filet » et intègre ainsi tardivement les structures de soins. Une intervention plus précoce avec un passage de relais facilité par un travail de proximité de meilleure qualité permettrait de mieux prévenir l'installation dans une addiction plus ancrée et donc, plus difficile à soigner. A l'image de la composition des membres de notre plateforme, pour ainsi dire composée uniquement de « spécialistes des addictions », les rencontres et collaborations entre professionnels de ces terrains voisins et complémentaires sont encore trop cloisonnées, et ce de manière plus ou moins visible selon les cantons.

En fin d'année, un représentant du milieu « foyer éducatif mineur », a rejoint notre groupe. Cela nous a confortés

dans l'idée de renforcer ces liens. Cela a été l'occasion de soulever la question de la prise en charge des mineurs qui consomment en foyer: quelles interventions les foyers peuvent-ils mener dans leurs murs, quelle formation ou soutien pour les éducateurs en interne face à ce type de problématiques? Ainsi, l'un de nos objectifs pour l'année 2017 serait de rendre notre PF attractive pour des professionnels de première ligne du milieu adolescent, et de les inviter à rejoindre nos réflexions.

De même dans les structures résidentielles pour adultes, une adaptation des prises en charge pour les 18-25 ans semble incontournable. Ces jeunes, peu demandeurs, présentent des problématiques souvent très adolescentes que les prises en charge « adulte » ne peuvent pas forcément intégrer.

Pour 2017, il est également à noter un changement au niveau de la coordination: Kathia Bornand, co-coordinatrice depuis 2012 cède sa place tout en restant une membre active. Nous en profitons pour la remercier chaleureusement du travail effectué. Mélody Baumat, active depuis plusieurs années au sein de la PF, s'est proposée pour accompagner Romaine Jacquier au sein de la coordination.

Plateforme Alcool

Coordination: *Rose-Marie Notz, Fédération vaudoise contre l'alcoolisme, Lausanne, (jusqu'à août 2016) puis Françoise Kündig, Croix-Bleue Romande, Renens (dès septembre 2016)*

Après des années à la tête de la Plateforme Alcool, Rose-Marie Notz a demandé à être remplacée. Dans tout changement il y a une perte, de l'incertitude et aussi, je l'espère, un gain.

Nous ne pouvons par ces quelques lignes que remercier Rose-Marie pour l'excellent travail de coordination dont elle a fait preuve durant ces nombreuses années à la tête de cette plateforme.

Voici les quelques mots qu'elle nous partage: « Je peux éventuellement souligner l'intérêt que je porte toujours à cette plateforme, la richesse des échanges entre professionnels romands et l'utilité de ces espaces ainsi que de la qualité de l'appui du GREA pour nous accueillir et nous soutenir dans les réflexions d'avenir. L'intérêt d'avoir une Plateforme Alcool au temps du tout addiction est une question pertinente mais qui selon moi demande une discussion ouverte sur les pour et les contre, au moins pour construire une transition ». Merci donc Rose-Marie.

La plateforme s'est réunie à deux reprises en 2016. La révision totale de la loi sur l'alcool, une des préoccupations qui nous a habité durant cette année, a été classée après quatre ans de débats car les deux conseils n'ont pas réussi à s'entendre sur la fiscalité. Reprenant en septembre la coordination, j'en ai profité pour partager autour du sens d'une telle plateforme. Le partage, l'échange d'informations, la coordination de certaines actions en termes de visibilité donnent à la plateforme tout son sens. Marie Cornut, en charge de la coordination de la Semaine Alcool au GREA, est venue partager les derniers éléments de celle-ci qui aura lieu du 11 au 21 mai 2017. Plutôt que de se concentrer sur les risques sanitaires comme par le passé, la campagne est axée sur les changements de perception induits par l'alcool. Titre: «L'alcool modifie la perception». Sophie Barras Duc, collaboratrice scientifique à l'Office fédéral de la santé publique, s'est jointe à nous afin de mieux cerner les préoccupations de terrain.

Pour 2017, quatre dates sont agendées avec plusieurs objectifs comme une meilleure connaissance du réseau addiction (visite d'une institution, présentation d'un service, etc.), comme la réactivation de la sous-plateforme «alcool et troisième âge» et une réflexion autour de la mise en place en 2018 d'une sous-plateforme «alcool et violence domestique».

Plateforme Fonctions dirigeantes

Coordination: Frédéric Richter

La plateforme Fonctions dirigeantes a vécu sa première année complète après sa création en 2015. À quatre reprises les directeurs et directrices, ainsi que les cadres, des institutions spécialisées en addiction en Suisse romande, se sont réunis pour évoquer les diverses activités qui les occupent. Les thèmes abordés en 2016 ont concernés: la gestion du risque, l'évolution des modèles d'intervention, les enjeux de l'indication ou encore la communication.

La PF fonction dirigeantes est appréciée par ses membres, car c'est un lieu rare qui leur permet de se retrouver entre responsables.

Plateforme Gouvernail

Coordination: Catherine Dorthe, REPER, Fribourg

En 2016, la Plateforme Gouvernail s'est réunie trois fois. Ces plateformes visent trois objectifs généraux:

- Permettre aux utilisateurs du programme «Gouvernail» de recevoir une sensibilisation régulière sur des thématiques actuelles liées à l'adolescence ;
- Montrer les liens entre ces thématiques et les outils Gouvernail ;
- Donner la possibilité aux utilisateurs du programme de se rencontrer et d'échanger sur leur utilisation des outils.

Les participants de la plateforme, tous utilisateurs du programme Gouvernail dans leurs structures respectives, proviennent de tous les cantons romands: Vaud, Valais, Fribourg, Genève, Berne francophone, Jura et Neuchâtel. Ils travaillent dans des foyers résidentiels et non résidentiels pour adolescents, AEMO, centres ORIF, classes relais et MATAS, SEMO et PREFO. Ces professionnels sont régulièrement confrontés à «des conduites à risque» touchant les adolescents, notamment dans le domaine des addictions: consommation excessive de psychotropes, usage excessif des écrans ou de jeux en lignes, hyperconnectivité, violence sous différentes formes, etc. Le programme Gouvernail leur permet d'aborder les conduites à risque avec les jeunes de manière ludique et non-moralisatrice et les PF renforcent cet objectif.

La santé a été la thématique de l'année et les plateformes ont eu comme titres et intervenants:

- Les jeux d'argent: quels «en-jeux» pour nos adolescents? animée par Antoine Bays et Catherine Dorthe de REPER, Fribourg ;
- La sexualité chez les adolescents, animée par Katy Cochand de PROFA, Lausanne ;
- La gestion de la violence dans et à travers les activités sportives, animée par Emilia Gabaglio de REPER, Fribourg.

La participation à ces plateformes a été bonne, car 35 personnes ont pu profiter de cet espace d'échanges et de formation. En 2015, nous avons constaté que quatre séances sur l'année représentaient une charge considérable dans l'agenda de nos utilisateurs. Nous

sommes donc passé à trois, ce qui est un succès car nous avons reçu plus de participants sur ces trois espaces que sur les quatre de 2015. En outre, les constats suivants ont pu être faits :

- Les PF Gouvernail étant «pratico-pratique», les utilisateurs oublient parfois que le programme se situe dans la prévention ;
- En plus de l'apport d'un expert, le testing des fiches en 2^e partie de PF est très apprécié.

L'année 2017, basée sur le thème de la prise de risque, est d'ores et déjà organisée avec 3 PF sur les thèmes de la sécurité routière, des troubles alimentaires et des jeux vidéo.

La Plateforme Gouvernail a certainement encore de beaux jours devant elle, aux vus des retours très positifs des participants. Nous devons continuer à rester attentifs à la diversification des contenus et au dynamisme des interventions. C'est pourquoi nous imaginons dans l'avenir (dès 2018) nous déplacer une fois par an dans une structure utilisant Gouvernail.

Plateforme Genre et Dépendances

Coordination: Valérie Dupertuis, Rel'ier, Lausanne

La Plateforme Genre et Dépendances s'est réunie à trois reprises et a poursuivi ses réflexions et échanges sur des thématiques en lien avec les addictions dans une perspective genre.

Les deux premières séances ont porté sur le thème «addictions et violence conjugale: comment aborder leurs interrelations complexes dans une perspective de genre?». Véronique Jaquier Erard, docteure en criminologie et psychologue (Centre romand de recherche en criminologie à l'Université de Neuchâtel) a présenté deux conférences. Les discussions ont permis d'échanger sur les pratiques de terrain et de mettre en évidence les disparités et les lacunes dans ce domaine.

La dernière séance de l'année a été organisée en collaboration avec la Plateforme Réduction des Risques, elle a été l'occasion pour Annamaria Colombo (HETS Fribourg), Patricia Fontannaz (Rel'aids, Fondation Le Relais), ainsi que deux mamans de présenter la recherche «Parentalité en situation de toxicodépendance dans le canton de Vaud» et d'échanger sur ces questions.

Plateforme Jeu excessif

Coordination: Svetlana Dimova, Centre du Jeu Excessif, Lausanne, et Romaine Darbellay, Addiction Valais, Sion

La Plateforme Jeu excessif a été sujette à plusieurs changements importants au cours de l'année 2016, durant laquelle elle s'est réunie à trois reprises. Jusque-là, la plateforme était co-coordonnée par Coralie Zumwald du Centre du Jeu excessif à Lausanne et Gwenaëlle Sidibé de Rien ne va plus à Genève. Lors de la première plateforme de l'année, Coralie Zumwald annonce l'arrêt de ses activités en tant que co-coordinatrice. Svetlana Dimova, psychologue au Centre du Jeu Excessif, lui succède. Elle est rejointe par Sophia Achab, docteur aux HUG, qui avait entre-temps succédé à Gwenaëlle Sidibé en tant que co-coordinatrice de la Plateforme Jeu excessif. Mais lors de la dernière plateforme de l'année, Sophia Achab se retire également. Un nouveau duo de coordination voit donc le jour fin 2016, composé de Svetlana Dimova et aimablement complété par Romaine Darbellay d'Addiction Valais.

Lors de la seconde plateforme, la question de la définition du jeu excessif dans le DSM-5 s'est posée et a été débattue dans le cadre des travaux sur le nouveau projet de la loi (Ljar).

De plus, un échange entre les participants de la plateforme autour des pratiques de collaboration avec les opérateurs de jeu a eu lieu. Plus spécifiquement elle a porté sur les instruments utilisés par les centres spécialisés dans chaque canton ainsi que l'évaluation des mesures mises en place.

Lors de la dernière plateforme, le programme d'aide Jeu Contrôle, site internet (jeu-contrôle.ch) et application pour smartphone, a été présenté. Ce programme d'aide est un projet du PILDJ réalisé en collaboration avec les HUG.

La plateforme a également été informée du mandat du PILDJ quant à la réalisation d'un rapport sur la réglementation des marchés des jeux de loteries et paris en Suisse Romande concernant la protection des joueurs.

D'autres sujets ont également été discutés dont :

- La mise en place d'une journée interplateformes dans le but de renforcer les liens entre les différentes plateformes du GREA.
- Les différentes démarches dans les cantons concernant les formations du personnel sur le thème du jeu.

- Les diverses activités de prévention menées par les centres de prévention cantonaux.
- La collaboration entre les centres de prévention et les opérateurs de jeu concernant les formations.

Plateforme Nightlife

Coordination: *Kim Carrasco, Rel'ier, Lausanne*

La Plateforme Nightlife est composée d'une vingtaine de professionnels romands actifs dans le domaine de la prévention et/ou de la réduction des risques en milieu festif. La plateforme constitue un espace permettant aux professionnels de renforcer leurs liens, d'échanger du savoir et des pratiques afin de contribuer collectivement à la constitution d'un réseau d'experts sur le sujet.

En 2016, le projet de réaliser une brochure Nightlife s'est poursuivi avec des demandes de financements adressées à différents cantons. L'objectif est de réaliser un document de référence romand pour l'intervention en milieu festif qui puisse servir tant de référentiel pour les professionnels que d'argumentaire en faveur de l'instauration de mesures de prévention et réduction des risques en milieu festif pour les partenaires. En termes de contenu, il s'agit d'explicitier ce qu'est l'intervention en milieu festif sur la base des différents dispositifs romands, avec des illustrations d'expériences de terrain, de présenter le sens et les valeurs de telles actions, ainsi que de réaliser une cartographie des ressources en la matière.

La plateforme a également contribué au développement de différents projets nationaux. Par exemple: la formation nationale pour les pairs (le 8 avril à Berne) organisée dans le cadre d'un partenariat national entre infodrog et les associations professionnelles a été appréciée pour la richesse des interventions et les échanges entre pairs de différentes régions. Les thèmes abordés à cette occasion ont porté sur la gestion des crises psychiques liées à la consommation (bad trips), ainsi que sur l'actualisation des connaissances sur les substances consommées dans le milieu festif. Une réflexion sur la place et la contribution des pairs dans la réduction des risques a suscité de riches échanges entre pairs ainsi qu'avec les professionnels.

Une rencontre entre les membres des plateformes Nightlife du GREA et du Fachverbandsucht a eu lieu en 2016 après 3 ans de pause: la coordination nationale Nightlife. Une trentaine de personnes se sont réunies afin d'échanger sur leurs actualités et leurs pratiques, et ont pu aborder différents projets d'envergure nationale.

Les participants ayant souhaité voir se poursuivre de telles rencontres à un rythme annuel, une réflexion préalable sur les objectifs et l'organisation devra être menée par les coordinateurs des plateformes.

Les liens et les collaborations avec les acteurs nationaux sont importants mais se heurtent régulièrement à la barrière linguistique, ainsi qu'aux approches différenciées en matière de réduction des risques. La plupart des acteurs romands interviennent ainsi au-delà du milieu festif urbain et clubbing: dans les manifestations, les campagnes et à la montagne. Il faut encore renforcer la reconnaissance que ces actions s'inscrivent dans la réduction des risques en milieu festif.

Plateforme Prévention

Coordination: *Valérie Wenger Pheulpin, Drop-in – Addiction Neuchâtel, Neuchâtel*

La Plateforme Prévention, composée de professionnels de tous les cantons romands et du Jura Bernois, s'est réunie à 4 reprises durant l'année 2016.

La prévention concerne toute la population et elle est nécessaire à tout âge, cependant les jeunes représentent un public cible particulièrement sensible. Les acteurs de la prévention sont nombreux à concentrer leurs efforts pour atteindre les adolescents. Souvent les jeunes en difficulté cherchent à résoudre leur problèmes seuls. Les professionnels doivent être créatifs et pro-actifs pour parvenir tout de même à sensibiliser les jeunes et favoriser leur capacité à demander de l'aide tout en soutenant leur autonomisation.

Les séances de l'année 2016 ont été l'occasion d'explorer le large panel d'actions possibles. La première séance a permis de réfléchir à l'intérêt à prendre en compte non seulement la promotion de la santé/prévention mais aussi les aspects de l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) de manière transversale et interdisciplinaire, notamment en milieu scolaire (cf. PER). Pour mener cette réflexion, nous avons bénéficié d'une présentation de la Fondation éducation21 qui contribue à soutenir la mise en œuvre de cet objectif.

La seconde rencontre fut consacrée aux achats-tests, un thème qui s'inscrit dans l'axe structurel de la prévention. Face aux jeunes, nous avons en effet une responsabilité collective et nous savons que le respect de la loi interdisant la vente d'alcool aux mineurs ou la réduction de l'accès à l'alcool à travers des réglementations d'horaires des commerces, représentent des leviers d'action non négligeables.

Dans le cadre de ces campagnes, des jeunes sont formés et accompagnés par des professionnels pour aller vérifier dans les établissements que la loi est respectée par les tenanciers. Cette mission très particulière nécessite une réflexion éthique et tout un travail d'accompagnement des jeunes car il n'est pas anodin de leur faire mener une action de contrôle alors que la carence constatée est le fait des adultes.

Les différentes campagnes d'achats-tests ont montré une amélioration du respect de la loi. Ainsi dans le canton de Vaud en 2015, le pourcentage de contrevenants a baissé de 53%.

Un autre axe important de la prévention consiste à promouvoir et renforcer les compétences psychosociales pour améliorer les facteurs de protection des jeunes et des enfants.

Et c'est entre autres la mission de REPER à Fribourg qui nous a invité pour une séance extra-muros. Les collaborateurs nous ont présenté leurs différents projets notamment axés sur l'image de soi, comme l'outil «Gouvernail» extrêmement apprécié et utilisé à présent dans toute la Suisse romande.

Au cœur de ces compétences psychosociales se trouve le thème important de l'estime de soi. D'après l'association Ciao, qui a également offert à la plateforme une présentation intéressante de son travail, c'est la thématique qui intéresse le plus les adolescents après la sexualité.

La confiance en soi est une compétence déterminante en particulier à l'adolescence quand il s'agit, par exemple, de choisir un groupe d'appartenance et de se déterminer face aux nombreuses opportunités de consommer des substances psychotropes.

Conscients de l'importance de cette thématique, les professionnels constatent qu'il existe plusieurs outils destinés au renforcement de l'estime de soi. Ces outils sont malheureusement souvent peu promus et peu connus. Non pas que leur valeur soit négligeable mais cet oubli est souvent lié au fait qu'actuellement le système de financement des actions permet difficilement de pérenniser ce qui existe déjà. Il est souvent compliqué d'obtenir des subventions et des fonds pour faire valoir autre chose que de l'innovation dernier cri!

Plateforme Prisons

Coordination: *Georges Gottignies, Le Levant, Lausanne, et Nicolas Peigné, Hôpitaux Universitaires de Genève*

L'année 2016 a été mise à profit pour réfléchir à relancer la Plateforme Prisons qui reste à nos yeux encore trop confidentielle.

Nous avons eu l'opportunité d'organiser une rencontre au Centre éducatif fermé de Pramont, à Granges dans le Valais, dont le concept est basé sur une approche socio-éducative et qui accueille des jeunes mineurs dès 15 ans, placés pour une mesure éducative, des jeunes adultes, âgés de 18 à 25 ans, condamnés à une mesure éducative ou jeunes placés par l'autorité tutélaire.

Comme toujours, ces rencontres sont l'occasion de rapprocher les intervenants socio-éducatifs, de la santé, et judiciaires, d'échanger sur nos pratiques et de réfléchir à leur pertinence.

La Plateforme Prisons est et restera un moment d'échange informel, de partage d'informations et de discussions.

Ce groupe est ouvert à tous les professionnels gravitant dans l'univers carcéral et le champ des addictions, qu'ils soient du domaine associatif, pénitentiaire, social ou encore de la santé.

L'année 2017 devrait offrir l'occasion d'une plus grande régularité dans l'organisation des séances de la Plateforme Prisons.

Plateforme Réduction des Risques

Coordination: *Thibaut Terrettaz, Rel'ier, Lausanne*

L'année 2016 a vu les membres de la Plateforme de Réduction des Risques se réunir à quatre reprises. Comme à son habitude, de nombreux échanges, le partage de connaissances et de projets réalisés, de l'intérêt pour des thématiques spécifiques et un projet commun ont marqué le déroulement de la plateforme.

Les membres de la plateforme ont été amenés à participer à un «focus group» réalisé dans le cadre du monitoring de la Stratégie de lutte contre le VIH/Sida 2012-2016 (OFSP). Les questions abordées portaient sur le profil des usagers, les comportements à risques, la prévalence du VIH et des hépatites, des mesures à suggérer de la part des structures et des nouvelles tendances identifiées.

La campagne mondiale Support don't punish, visant à promouvoir des politiques des drogues qui mettent la priorité sur la santé et les droits humains, a permis la réalisation d'un projet en commun débouchant notamment sur la création d'une vidéo sur la réduction des risques. Plusieurs structures y ont participé, ainsi qu'aux événements de la journée d'action du 26 juin 2016. Un débat public sur le thème de la campagne a notamment eu lieu dans le quartier du Vallon à Lausanne.

La dernière séance de l'année a été organisée en collaboration avec la Plateforme Genre et Dépendances. Elle a été l'occasion pour Annamaria Colombo (HETS Fribourg), Patricia Fontannaz (Rel'aids, Fondation Le Relais), ainsi que deux mamans de présenter la recherche «Parentalité en situation de toxicodépendance dans le canton de Vaud». Les échanges qui ont suivi la présentation, ont soulevé différentes observations et questionnements. La possibilité d'accompagner au quotidien des personnes par des éducateurs, la place des pères dans la relation parentale et la pression des professionnels à dénoncer les parents ont été évoquées. Finalement, le modèle de la recherche fondée sur une démarche de co-construction entre les professionnels et les bénéficiaires représente une voie qui devrait être empruntée de manière plus générale dans le travail avec des personnes en difficulté.

Plateforme Travail social hors-murs (TSHM)

Coordination : Matthieu Forest, Espace Prévention La Côte, Morges

Cette année, les travailleurs sociaux hors-murs latins se sont rencontrés à quatre reprises :

- Le 8 février 2016 à Morges, Espace prévention La Côte
- Le 18 avril 2016 à Vevey, Ginkgo - Service Jeunesse de la Ville de Vevey
- Le 13 juin 2016 à Carouge, FASe
- Le 26 septembre 2016 à Monthey, Soluna - Service Jeunesse de la Ville de Monthey

Les thématiques mises à l'ordre du jour par les travailleurs sociaux hors-murs durant ces séances sont les suivantes :

- Perspectives de la plateforme
- TSHM et militantisme
- Collaboration, ou non, avec la police ?
- Intervention dans les lieux festifs et réduction des risques

Une délégation de la plateforme latine s'est également rendue le 11 novembre 2016 à Zurich pour une rencontre nationale avec la plateforme alémanique de l'AFAJ. Ceci a permis d'échanger sur les pratiques, les problématiques rencontrées et de renforcer les liens existants, ce qui laisse envisager un degré de collaboration accru.

Sur le plan international, le coordinateur de la plateforme, accompagné d'un jeune Morgien, se sont rendus les 18 et 19 avril 2016 à Bruxelles, à la consultation européenne des enfants et des jeunes en situation de rue. Cette consultation, organisée par Dynamo a permis aux enfants et jeunes ainsi qu'aux travailleurs sociaux les accompagnant de prendre la parole afin de faire remonter la réalité et les besoins de terrain aux différentes organisations présentes, ONU et Commission européenne notamment. Des liens ont également pu être tissés entre les différentes plateformes européennes.

Coordination interplateformes

Responsable : Frédéric Richter

Durant l'année 2016, les coordinateur-tric-s des plateformes du GREA se sont réunis deux fois. Ces rencontres ont permis de discuter et adopter quelques nouveautés. Le comité du GREA a en effet souhaité que les plateformes bénéficient d'un soutien supplémentaire de la part du secrétariat. Une personne de l'équipe du secrétariat participe ainsi systématiquement aux plateformes. Le but est de faire le lien avec les activités et les nouvelles du GREA. Si ce soutien logistique peut alléger les coordinateurs, il est aussi très enrichissant et important pour les personnes qui travaillent au GREA en termes de contact avec le terrain.

Il a également été décidé d'instaurer des «news des plateformes». Chaque plateforme produit une news donnant des informations sur l'actualité de la plateforme, le site internet les diffuse.

Enfin, l'année 2016 aura aussi marqué l'organisation d'une journée interplateformes. Celle-ci sera réservée à tous les membres des plateformes et est agendée pour début 2017.

Ce travail de coordination et de réflexion a encore été concrétisé par la révision du «guide des plateformes», document de références pour la bonne marche des plateformes.



©Scott Webb



L'INVITÉE

*Marina Carobbio Guscetti, Conseillère nationale (PS/TI),
médecin et Présidente de la NAS-CPA*

DE MONTE VERITÀ VERS UNE POLITIQUE DES ADDICTIONS MODERNE

Réunis pendant trois jours pour l'Académie des Dépendances au Monte Verità à Ascona au Tessin, des représentants du monde politique, de l'administration, des professionnels et des usagers ont discuté, réfléchi et formulé une nouvelle orientation pour une politique moderne des addictions. Orientée vers l'avenir, elle vise un nouvel équilibre, valable pour toutes les consommations, pour une réduction globale des risques et des dommages des différents types de consommation.

Depuis 2005 sur le Monte Verità au-dessus d'Ascona au Tessin, environ tous les deux ans à lieu l'Académie des Dépendances. Le choix du lieu n'est pas en hasard car le Monte Verità revêt un symbole de discussions et libertés. Au début du 20^e siècle, il devient en effet le centre d'un mouvement de recherches spirituelles entre intellectuels, artistes et scientifiques. L'Académie des Dépendances en effet a toujours voulu être un lieu de discussion sur les thèmes notamment des dépendances.

En tant que présidente de la Coordination nationale des dépendances (NAS-CPA), j'ai eu l'honneur et le plaisir de collaborer à la 5^e édition de l'Académie des Dépendances qui a eu lieu entre le 27 et le 29 octobre 2016. Pour la première fois, l'académie a été réalisée par la NAS-CPA et la Fédération des professionnels des addictions, qui réunit les trois associations faitières des addictions: Fachverband Sucht (Suisse alémanique), GREA (Suisse romande) et Ticino Addiction (Tessin). Elle a été soutenue par l'Office fédéral de la santé publique, le canton du Tessin, la Régie fédérale des alcools, la Fédération suisse des médecins (FMH) et la Société Suisse de Médecine de l'Addiction (SSAM).

La NAS-CPA a été fondée en 1996 comme plateforme pour favoriser la discussion entre les associations impliquées dans la politique en matière d'addictions. Ses membres sont tant des associations s'occupant de politique des addictions que des organisations touchant à cette thématique dans leur activité professionnelle.

La 5^e édition de l'Académie des Dépendances avait comme objectif de thématiser la politique des addictions

en Suisse, empruntée à la Stratégie des addictions récemment adoptée par le Conseil fédéral, avec le but d'ouvrir le débat dans une réflexion interdisciplinaire et prospective. Mais elle avait l'ambition surtout de discuter sans tabou, et parfois de manière contradictoire, des défis actuels liés aux addictions et de créer des synergies entre les acteurs pour tendre à une vision commune future des politiques addictions en Suisse. Avec la participation d'environ cent personnes entre professionnels et experts des addictions, entre politiciens et représentants des administrations, ces objectifs ont été atteints. Il a été possible de réunir pendant deux journées et demies des différents acteurs provenant de toute la Suisse. Ainsi les discussions se sont déroulées autour des matières plus classiques de la politique des dépendances, comme autour des réglementations qui s'appliquent aux substances susceptibles de causer des dépendances. Mais les participants se sont aussi interrogés sur le rôle de l'Etat dans une société libérale, sur la responsabilité de la collectivité et celle de l'individu ou sur la fonction de l'industrie en tant qu'acteur dans la politique des addictions, qui produit, transforme ou distribue des biens et services potentiellement addictifs (tabac, alcool, jeux, etc.). Sujet important et actuel de surcroît: la discussion sur le dynamisme que certaines villes montrent dans la politique des addictions, leur implication dans des projets pilotes et leur volonté de jouer un rôle moteur sur le plan suisse, aux côtés des Cantons et de la Confédération.

En fin de journée, au terme des sessions courantes, nous avons expérimenté une nouvelle approche de discussion: les «café-débat». Ces derniers se voulaient des discussions informelles sur les moments phares de la journée. Cet espace de dialogue entre les participants visait à approfondir de manière critique un propos ou tout simplement à aborder un sujet spontanément apparu au cours de la discussion.

A la fin de ces trois jours, les participants ont élaboré 10 principes pour une politique moderne des addictions. Le document a été baptisé: la «Déclaration d'Ascona» (voir ci-contre). Il ne faut pas comprendre ses dix principes comme une conclusion de la discussion mais un point de départ pour développer une nouvelle politique des addictions. D'ailleurs, à la fin de l'académie, les organisateurs se sont donné comme mission de diffuser le document et de faire interagir les professionnels, les

politiques et la société civile. Chaque organisation l'a discutée dans son comité, l'a mis à l'ordre du jour des différentes séances et plateformes, et, dès que cela fait sens, en a cité la référence. Ce n'est qu'au travers d'un débat public et concerté, que la Déclaration d'Ascona vivra et déploiera son essence, ses valeurs et son message d'avenir.

DÉCLARATION D'ASCONA

10 principes pour une politique moderne des addictions

Réunis pendant trois jours pour l'Académie des Dépendances au Monte Verità à Ascona, des représentants du monde politique, de l'administration, des professionnels et des usagers ont formulé une nouvelle orientation pour une politique moderne des addictions. Elle vise pour l'avenir un nouvel équilibre, valable pour toutes les consommations, pour une réduction globale des risques et des dommages des différents types de consommation.

1. Une politique moderne des addictions doit se baser sur la réalité et pas sur une vision idéalisée des comportements humains.
2. Dans une politique moderne des addictions, les adultes ont la liberté de consommer, mais doivent aussi être soutenus si nécessaire, car ils n'ont pas tous les mêmes compétences en matière de consommation.
3. Une politique moderne des addictions inclut toutes les formes de consommation. Elle vise à en réduire les dommages et les formes les plus problématiques, tout en respectant la liberté individuelle et la protection des tiers.
4. Une nouvelle terminologie doit être élaborée pour une politique moderne des « addictions » qui puisse refléter les changements induits par une telle approche et qui puisse intégrer toutes les formes de consommations.
5. Les usagers et usagères ont une place centrale dans le développement de la politique moderne des addictions.
6. La société civile, l'opinion publique et une large alliance de toutes les parties prenantes sont intégrées dans la conception d'une politique moderne des addictions.
7. Selon les circonstances, les villes et les cantons doivent prendre le leadership pour le développement d'une politique moderne des addictions. Leur objectif est le management du vivre ensemble soit la qualité de vie et le respect des différences.
8. Les intérêts entre l'économie et le socio-sanitaire sont différents, mais une collaboration est possible, voire nécessaire. Cette collaboration a un plus grand potentiel avec des petites industries responsables et ancrées dans la communauté.
9. Une réglementation de tous les marchés permettra aux consommateurs de participer aux coûts globaux via une taxe sur le prix d'achat.
10. Un espace d'innovation est nécessaire, au-delà des cadres juridiques établis, pour développer de nouvelles offres et pour aller progressivement vers une réglementation cohérente de toutes les substances et marchés.

LE GREA PROPOSE DES FORMATIONS DANS LE DOMAINE DES ADDICTIONS DEPUIS PLUS D'UNE VINGTAINE D'ANNÉES EN PARTENARIAT AVEC LA CONFÉDÉRATION. LES FORMATIONS DU GREA SONT CENTRÉES SUR LA PRATIQUE ET PRIVILÉGIENT L'INTERDISCIPLINARITÉ.

Coordination: *Nathalie Arbellay (jusqu'au 31.07) / Lydia Schneider (depuis le 01.08)*

Sous le signe d'un franc succès, la formation à l'Entretien motivationnel a été dédoublée. Ainsi, le programme 2016 était composé de 13 modules réunissant 180 personnes:

Printemps 2015

- Comprendre et travailler avec les adolescents consommateurs
- Animer un atelier de dialogue philosophique sur les addictions
- Trouver les mots justes pour parler d'addiction
- Entretien motivationnel (niveau 1)
- Substances psychoactives et nouvelles substances
- Favoriser l'auto-guérison d'une addiction
- Formation de base en addictions

Automne 2016

- Prise en charge de l'utilisateur en situation d'overdose et gestes de premiers secours
- Sensibilisation à la prévention de la rechute basée sur la pleine conscience (MBRP niveau 1)
- Formation de base en alcoologie
- Formation de base en addictions
- Approfondissement du programme de prévention de la rechute basé sur la pleine conscience (MBRP niveau 2)

Interventions dans les ES, HES et Universités

En tant qu'association professionnelle, le GREA se doit de nourrir les contenus de base dans la formation initiale des futurs professionnels du champ socio-santitaire. Pour ce faire, le GREA reçoit plusieurs mandats des Hautes écoles (Vaud, Fribourg, Valais) et de la fordd. Il a contribué également à dispenser des cours dans des formations universitaires certifiantes, notamment à Neuchâtel, Fribourg, Besançon et Paris.

Formations sur mesure

Prise en charge de l'utilisateur en situation d'overdose et gestes de premiers secours:

- À la Fondation Le Levant à Lausanne, les 15 et 16 mars, a réuni 15 personnes.
- Au Centre de prévention et de traitement des addictions CPTT, le 26 octobre, a réuni 18 participants.

Journées publiques

- Journée Chômage, addiction et insertion, le 4 février à Lausanne. *A réuni 166 participants.*
- AG et colloque de printemps «Addictions: jeu d'équilibre entre contrôle et droits humains» le 2 juin à Delémont. *A réuni 60 participants.*
- Journée Sexualité et Addictions à Lausanne, le 7 septembre à Lausanne. *A réuni 87 participants.*
- Journée PAC plus sur le thème «Alcool, famille et sphère privée: quelles limites d'intervention?» le 14 septembre à Lausanne. *A réuni 65 participants.*
- Journée CRIAD-GREA «L'évolution des dispositifs Addiction dans les cantons romands», le 24 novembre à Yverdon-les-Bains. *A réuni 38 participants.*

LE COUP DE PROJECTEUR REVIENT SUR UN TEMPS FORT, UN ÉVÉNEMENT INATTENDU OU UNE RÉFLEXION NÉE DE L'ANNÉE ÉCOULÉE. EN 2015, LE COUP DE PROJECTEUR SALUAIT LE REJET DES TEXTES DE LOI SUR L'ALCOOL DONT LA TENEUR NE SERVAIT PAS LES INTÉRÊTS DU TRAVAIL DE PRÉVENTION ET DONT LA FISCALITÉ ALLAIT PESER DE TOUT SON POIDS. EN 2016, PLACE AUX DROITS HUMAINS. LE GREA S'ENGAGE SUR CETTE VOIX POUR SE NOURRIR ET NOURRIR LE DÉBAT NATIONAL.

Droits humains et addictions

L'année 2016 a marqué le début d'une importante ouverture des institutions internationales vis-à-vis de la prise en compte et du respect du principe des droits humains dans le domaine de la gestion des substances psychoactives. Cette conjoncture internationale favorable s'est avérée propice à un renouvellement des approches en matière de drogues illégales, tant au niveau national qu'en dehors de nos frontières. Le GREA, porteur de cette vision inscrite dans sa charte, voit son discours trouver de nouveaux soutiens.

Il existe de nos jours un important consensus sur le fait que la politique prohibitionniste internationale en matière de drogue s'est montrée inefficace face à la consommation croissante de produits stupéfiants, et contreproductive en ce qui concerne la lutte contre le crime organisé. L'effort punitif et économique de la plupart des nations ayant signé les Conventions de 1961, 1971 et 1988 a été pourtant conséquent. Cependant, comme l'expliquait déjà le rapport mondial sur les drogues 2008 de l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime (UNODC), la politique internationale prohibitionniste a favorisé l'apparition de certaines « conséquences involontaires » telles que l'émergence d'un marché illégal ou l'incarcération massive selon le rapport 2008 de l'UNODC « World Drug Report 2008 » et a alimenté les dynamiques de violences entre les organisations criminelles, les consommateurs et les forces étatiques. Plus grave encore pour une organisation comme les Nations Unies qui en a fait son centre de gravité : elle a engendré des violations graves des droits humains (peine de mort, traitement inhumain et dégradant, etc.).

Le changement de paradigme tant attendu

Cette priorité donnée à la répression a régulièrement nourri les débats sur les drogues, ceci d'autant plus que les conséquences négatives devenaient de plus en plus visibles comme la transmission des maladies et la criminalité. Des approches nouvelles se sont progressivement imposées avec des réponses sanitaires, plus respectueuses des droits humains, qui ont permis de sauver des vies. En Suisse, cette vision s'est

consolidée grâce à la politique des 4 piliers. Au niveau international cependant, l'approche purement répressive n'avait jusqu'à présent pas été contestée.

La Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le problème mondial de la drogue (UNGASS) organisée en avril 2016 a marqué un tournant. Pour la première fois, les questions de santé, de droits humains et de développement ont trouvé leur place au centre du débat. Ainsi, le document final adopté (*Outcome document*) est un premier pas historique vers une remise en cause de la perspective traditionnelle de l'ONU vis-à-vis des substances interdites. Tout en évitant le terme de réduction des risques, notamment suite aux positions très fermes des Etats totalitaires, de la Russie et de la Chine. Il ne remet non plus pas en cause les conventions sur les stupéfiants. Cependant, il marque une rupture en remettant la dimension sanitaire et les droits humains au centre des priorités onusiennes sur le sujet. C'est désormais tout les organismes de l'ONU qui vont jouer leur rôle, pour réduire les dommages de la guerre à la drogue.

L'année 2016 aura aussi vu l'entrée en vigueur d'une nouvelle feuille de route pour la communauté internationale : les Objectifs du développement durable (SDGs). Ces 17 objectifs offrent ainsi un nouveau cadre d'action aux systèmes des Nations Unies. L'UNGASS aura permis d'inféoder le système international des drogues sous ce nouveau paradigme. Indirectement, c'est donc aussi le retour de la Genève internationale dans le jeu politique et le développement du débat international sur les drogues ici en Suisse, ce qui pourrait amener notre réseau à se mobiliser davantage dans ce domaine, pour soutenir ces efforts de réforme. Ainsi, profitant des synergies au niveau international, le GREA a accompagné les partenaires engagés de la société civile et des milieux académiques pour lancer une plateforme internationale consacrée aux droits humains, à la santé et aux substances psychoactives qui devrait voir le jour en 2017.

Le GREA en première ligne pour la défense des droits humains

La présence d'une société civile très engagée dans la

COUP DE PROJECTEUR

promotion des droits humains en concomitance avec l'apparition de l'*Outcome* document de l'UNGASS et l'adoption des ODD (*SDGs*) ont créé d'importantes synergies au niveau international. Le GREA y a apporté toute son énergie, pour soutenir les réseaux internationaux, mobiliser les acteurs et collaborer avec les représentants officiels de la Suisse. Le GREA a notamment participé de manière officielle à la délégation suisse lors de l'assemblée générale (UNGASS), ce qui a permis de mieux intégrer la vision des professionnels du terrain dans les discussions diplomatiques. A cet égard, les professionnels suisses ont probablement une responsabilité particulière, en tant que pays qui a développé des approches alternatives, mais aussi en relation avec un Etat qui intègre la société civile à ses réflexions, en tous les cas de manière beaucoup plus importante que ses voisins.

Par le biais du principe de respect des individus et de leurs choix de vie présent dans sa Charte, le GREA défend une approche humaniste des addictions. De plus, l'association adhère et divulgue aussi les principes soutenus par la Confédération à travers la politique des 4 piliers en premier lieu et la Stratégie nationale Addictions 2017-2024 par la suite, toutes deux respectueuses des droits humains. Ainsi, la nature normative de certains de ses mandats ont permis de concrétiser cette approche humaniste dans des principes d'action politique concrets.

Par ailleurs, au-delà des principes, des actions concrètes ont aussi été menées dans le but de développer la réflexion et nourrir le débat national et international sur l'approche des droits humains et de la santé dans le domaine des addictions et des substances psychoactives. Longtemps cloisonné, le débat sur les drogues s'est finalement ouvert vers les droits humains et la santé. Les nouvelles dynamiques que ce changement de paradigme peut offrir représentent par ailleurs la meilleure opportunité pour tous de défendre un équilibre tant nécessaire comme souhaitable pour proposer des solutions aux problématiques de dépendances respectueuses des droits humains, durables et efficaces.



Les Objectifs de développement durable répondront à l'avenir aux défis des politiques drogues en lien avec les droits humains (source : UNODC)

LES PROJETS SONT DES ACTIVITÉS QUE LE GREA MET EN ŒUVRE SUR MANDAT DE SES PLATEFORMES, DE SON COMITÉ OU DE SES PARTENAIRES EXTERNES. ILS PEUVENT ÊTRE ÉPHEMÈRES OU DE PLUS LONGUE DURÉE.

Académie des Dépendances 2016

Coordination: Célestine Perissinotto

C'est désormais une tradition. L'Académie des Dépendances s'est tenue du 27 au 29 octobre 2016 au Monte Verità au-dessus d'Ascona (TI), haut-lieu de convergence d'idées alternatives et précurseurs. Le titre de l'événement «Vers une nouvelle politique des addictions» se voulait un slogan pour aborder de façon prospective et un peu provocatrice la nouvelle Stratégie nationale des Addictions. Le colloque a réuni une certaine de professionnels des addictions (thérapeutes, médecins, travailleurs sociaux, etc.), des politiques et des représentants d'administrations publiques. Il était axé sur six thèmes centraux: contexte et droits humains, industrie, politique des «substances» ou des «addictions», leadership, rôle des villes, financement. Les échanges souvent contradictoires et riches se sont déroulés entre les murs de la mémorable Sala Balint, du nom du psychiatre hongrois fondateur de la médecine psychosomatique, dans un excellent climat autant météorologique que de travail.

La Déclaration d'Ascona est surgie de ce vif huis-clos. Fruit des débats, ramenée dans un texte synthétique mais néanmoins complet, elle expose les dix principes que devrait respecter une politique addictions moderne: une politique attentive des besoins de l'individu et du contexte évolutif, dans un but de réduire les risques et les dommages de la consommation de substances. Les libertés fondamentales de l'individu occupent une place de choix dans cette déclaration. Placée sous la responsabilité de la coordination politique des addictions NAS-CPA, l'organisation de ce grand colloque a été confiée au GREA, qui lui-même s'est appuyé sur un groupe de coordination constitué de la Fédération des professionnels des addictions (GREA, Fachverband Sucht et Ticino Addiction). L'Académie des Dépendances a été soutenue par l'OFSP, la RFA, la FMH, le SSAM et le canton du Tessin. (Voir complément d'article à la page de «L'invitée»)

Alcochoix+

Coordination: Célestine Perissinotto

Le programme Alcochoix+ a atteint son rythme de croisière. Toujours très demandé (plus de 350 brochures vendues en 2016), il va faire peau neuve car la réali-

sation d'une version augmentée est en route depuis fin 2015, lorsque l'Office fédéral de la santé publique a validé le projet. Axée sur deux volets, cette version planche d'une part sur l'adaptation du manuel à d'autres publics cibles et d'autre part sur le renforcement de la promotion. Le travail s'effectue dans le cadre du Consortium International Francophone sur les Addictions (CIFA) qui comprend les partenaires français Fédération Addiction, québécois du RISQ et belge de la Fedio, constitué en 2015 à cet effet.

Deux étapes importantes ont déjà été franchies en 2016. La première a porté sur la constitution du comité de rédaction: y prennent part les scientifiques ou/et spécialistes de l'alcoologie franco-suisse. Ce sont eux qui rédigent le contenu du futur manuel. La seconde étape a été une formation mise sur pied à Paris en novembre 2016 pour former les futurs formateurs d'Alcochoix+ français et belges.

In medias: au cœur du dialogue

Coordination: Yaël Liebkind, Nathalie Arbellay

In medias est devenu en 10 ans un outil de prévention et de promotion des comportements positifs et constructeurs, individuels et collectifs qui fait sa place dans le champ des addictions. Avec son but d'instaurer un environnement favorable pour prévenir l'émergence des comportements à risques ou des consommations ou utilisations excessives (réseaux sociaux, alcool, cannabis, jeux, etc.), il reste unique en son genre. Reposant sur l'animation d'ateliers de dialogue philosophique, il s'adresse autant aux jeunes dès 12 ans qu'à tout intervenant en relation avec eux, spécialiste ou non des addictions: enseignants, médiateurs ou psychologues scolaires, éducateurs, animateurs socio-culturels, infirmières scolaires, formateurs-consultants en promotion et éducation à la santé, etc.

Les questions abordées sont multiples, elles émanent des participants et touchent à toutes sortes de thèmes en lien avec les addictions au sens large. Par exemple, quelles sont les limites des comportements de consommation? quand devient-on dépendant? comment trouver sa place dans un univers virtuel en extension constante? quelle différence entre réel et virtuel? qu'est-ce que l'intimité? Les ateliers de dialogue philosophique s'inscrivent dans une démarche

globale de promotion de la santé, en soutien actif des messages de prévention dispensés par les professionnels de la promotion de la santé et de la prévention, et dans la continuité des démarches initiées autour de l'Intervention précoce (IP).

En 2016, le groupe d'accompagnement du projet s'est attelé à finaliser le manuel pédagogique. Celui-ci contient une grande variété d'exercices sur les habiletés de penser en jeu dans la dimension cognitive de l'outil, ainsi que des plans de discussion pouvant aider tout animateur d'atelier à nourrir la réflexion avec les participants, tant sur les aspects créatifs de la pensée que sur les compétences sociales mises en action dans ces espaces de délibération collective. Il sera mis à disposition dès sa parution qui sera annoncée dans le réseau romand.

Plusieurs animations et ateliers ont eu lieu pour promouvoir In medias en 2016 : quatre ateliers d'introduction au dialogue philosophique EPS Blonay à St-Léger : deux ateliers dialogue philosophique – Journée «Ecran total au Théâtre de l'Arseenic à Lausanne et l'introduction au dialogue philosophique au Collège Emilie Gourd à Genève.

RISA

Coordination : *Jean-Félix Savary*

La recherche de synergies entre milieux professionnels et académiques continue d'être une préoccupation constante du GREA, qui rassemble ses efforts en la matière sous le nom de RISA, pour Réseau interdisciplinaire des Sciences de l'Addiction. Dans ce cadre, il a réalisé avec l'Université de Genève et sa revue Sociograph, la publication «Addictions et sociétés», qui compile les principales contributions du colloque scientifique organisé pour les 50 ans du GREA. Cet ouvrage, dirigé par Géraldine Morel, a pu être envoyé gratuitement à tous nos membres, en signe de remerciements pour leur engagement.

En ce qui concerne les réseaux, l'année 2016 aura vu enfin la naissance d'un vrai réseau de recherches de sciences humaines sur les addictions, avec la création de la plateforme EHESS, Sciences sociales, drogues et sociétés. Ce programme de recherche interdisciplinaire vise à fédérer chercheurs, doctorants, jeunes chercheurs, et professionnels/militants associatifs engagés sur des thématiques en lien avec les drogues dans toutes disciplines des sciences humaines et sociales. Il a comme objectif de valoriser la recherche en sciences sociales sur l'ensemble des problématiques

se rapportant aux drogues, à appuyer et accompagner le développement d'un réseau scientifique et professionnel de jeunes chercheurs, à encourager les relations entre le monde de la recherche académique, les agences publiques, les associations professionnelles et militantes pour favoriser l'échange et le transfert de la connaissance, la production de savoirs ancrés dans la société.

Ce programme a comme premiers partenaires le GT Psychotropes et Sociétés, le Labex Tepsis, l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies, la Fédération Addiction et le GREA. Le programme soutient le Réseau «Drogues et Sociétés» animé dans le cadre du LabEx Tepsis qui publie, chaque trois mois, une lettre d'information trimestrielle intitulée «Drogues et Sociétés» disponible sur sa page internet de Tepsis (Tepsis.fr)

LES MANDATS SONT DES ACTIONS QUE LES POUVOIRS PUBLICS CONFIENT AU GREA DANS UN BUT D'EFFICIENCE. ILS PERMETTENT DE MIEUX ASSOCIER LES PROFESSIONNELS À LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES.

Campagne Alcool et Semaine Alcool

Coordination: *Marie Cornut*

Mandant: *OFSP*

La Campagne Nationale de prévention «Combien?» de l'OFSP s'est prolongée en 2016 avec un accent particulier sur les changements de perception et dérapages festifs problématiques pouvant être occasionnés par la consommation d'alcool.

Encore en vigueur jusqu'en 2017, la Campagne Nationale propose des pistes de réflexions et fournit des repères permettant à la population de se questionner à propos de sa consommation d'alcool, en termes de quantité mais aussi de situation.

Il existe à ce jour, en Suisse deux événements phares pour ouvrir la discussion et briser des tabous autour de l'alcool:

- La Journée Alcool destinée aux professionnels des addictions en priorité et ayant lieu tous les deux ans;
- La Semaine Alcool destinée à l'ensemble de la société civile, tous milieux confondus ayant lieu tous les deux ans.

La dernière Journée Nationale sur les problèmes liés à l'alcool s'est déroulée le 19 mai 2016 et avait pour slogan: «Problèmes d'alcool. Et la famille?»

Elle a permis à de nombreux professionnels de mener des actions originales sur ce thème délicat en donnant une place centrale à l'entourage familial des personnes alcoolodépendantes.

A présent de nombreux projets sont en cours de préparation en vue de la prochaine édition de la Semaine Alcool qui se déroulera du 11 au 21 mai 2017 avec la mise en place d'une série d'actions interactives et ludiques. Le GREA coordonne cet événement, il apporte son soutien aux acteurs de terrain et met en réseau les acteurs nationaux, les cantons et les partenaires de la société civile.

Durant cette année 2016 un nouveau groupe de travail romand coordonné par le GREA en partenariat avec

la CPPS a vu le jour dans le but de renforcer la représentation des intérêts et sensibilités romandes face à l'OFSP. C'est notamment au sein de ce groupe de travail romand que la sélection du slogan «Osez doser!» a été opérée. C'est donc ce message positif visant la modération que les romands ont choisi de transmettre à la population.

Fordd – Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances

Coordination: *Nathalie Arbella (jusqu'au 31.07)*

Lydia Schneider (depuis le 01.08)

Mandant: *fordd*

La Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances, *fordd*, fédère les principaux acteurs romands actifs dans la formation pour proposer des formations certifiantes. Association indépendante, elle confie le mandat de gestion de ses activités au GREA depuis sa création. La *fordd* est aujourd'hui très bien positionnée tant au niveau de écoles, de la HES-SO et des professionnels. Son modèle original, qui permet à tous de collaborer à une formation interdisciplinaire complète, a désormais trouvé une assise solide dans notre domaine. Ceci n'empêche malheureusement pas des soucis récurrents de financements, qui a occupé le comité et un groupe de travail ad hoc toute l'année 2016.

Mais l'année 2016 aura été spécialement importante pour la *fordd* pour des raisons plus enthousiasmantes. En effet, elle a vu, pour la première fois, l'aboutissement d'une volée de DAS (Diploma of Advanced Studies 33 ECTS), qui consacre un niveau élevé de spécialisation dans le domaine des addictions. Parallèlement à cette première, une nouvelle volée CAS (Certificate of Advanced Studies – 15 ECTS) a également pu être réalisée. Onze participant-e-s ont obtenu-e-s les crédits nécessaires à l'obtention du Certificat interprofessionnel en addictions et neuf participant-e-s ont terminé leur processus complet de Diplôme en addictions - HES-SO.

Les apprenant-e-s, issu-e-s de terrains en lien avec la problématique des addictions, sont quotidiennement en prise avec des personnes touchées, ou susceptibles

de l'être (prévention, réduction des risques, traitement, répression). L'exigence de la qualité des enseignements, éprouvés et à la pointe des recherches en la matière, est primordiale: un équilibre est recherché entre théories, recherches et pratiques. Pour réussir cette alchimie complexe et en perpétuelle évolution, la fordd peut compter sur le réseau romand des addictions. Les principaux centres de formation universitaires médicaux, infirmiers, sociaux, sont acteurs, protagonistes de cette formation. Les ajustements des contenus, des thèmes ont été réalisés en 2016 par une commission pédagogique qui s'est réunie à six reprises.



Une lauréate heureuse lors de la première remise de diplômes DAS (source: DAS)

Hyperconnectivité et cyberaddiction

Coordination: Frédéric Richter

Mandant: OFSP

L'hyperconnectivité est un sujet qui interpelle de nombreux observateurs et parfois qui divise. Les «nouvelles» technologies contribuent directement à modifier nos modes de communication et nos loisirs. Le champ de l'éducation est impacté, en particulier concernant l'apprentissage, qui contraint l'école comme les parents, surpris et parfois dépassés par cette évolution, à se remettre en question. L'omniprésence d'internet et le développement de produits en tout genre, dont les réseaux sociaux et les jeux vidéo, induisent un usage quotidien qui dépasse la notion d'utilité et de loisirs épisodiques. L'ensemble de la société est hyperconnectée et au-delà des enjeux éducatifs, c'est l'ensemble des comportements sociaux qui sont concernés. Des dérives en tout genre sont observées et, par manque de connaissance fine du phénomène, la notion d'usage excessif glisse (trop) rapidement vers celle de cyberaddiction.

Pourtant, la cyberaddiction n'est pas encore reconnue comme maladie au sens du DSM ou de de la CIM, et les situations rapportées par la clinique n'attestent pas

vraiment de troubles liés à une addiction. Aujourd'hui les spécialistes sont divisés sur la question, en particuliers concernant l'usage des mondes numérique chez les jeunes, très réactifs à ceux-ci. Le GREA suit ce dossier depuis plusieurs années. Il propose régulièrement des formations sur la question.

En partenariat avec le Fachverband Sucht, le GREA a reçu en 2016 un nouveau mandat de l'OFSP intitulé «Cyberaddiction en Suisse». C'est le troisième mandat que ce tandem réalise pour le compte de l'OFSP sur ce thème. Prévu jusqu'à 2018, ce mandat doit permettre de mettre à jour la prise en compte de la cyberaddiction dans le réseau spécialisé en addiction en Suisse. En 2016, le Fachverband Sucht et le GREA ont mis en place un groupe d'experts national et préparé un questionnaire online qui sera diffusé à l'ensemble des institutions spécialisées dans le domaine des addictions en Suisse. Sur la base de ces résultats et à l'appui d'une analyse des dernières connaissances en la matière, le travail des associations professionnelles contribue à soutenir l'OFSP dans sa volonté de présenter une photographie de l'évolution de ce phénomène pour la Suisse.

Intervention Précoce

Coordination: Marie Cornut

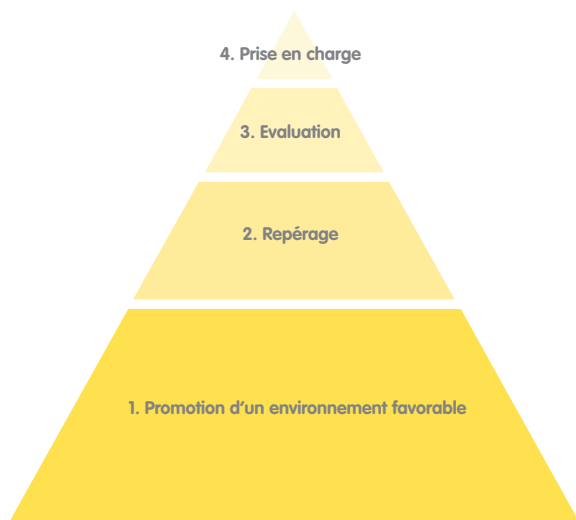
Mandant: OFSP

La démarche Intervention Précoce (IP) vise à promouvoir un environnement favorable à la santé et à mieux accompagner les jeunes en situations de vulnérabilité. Cette démarche doit se comprendre comme un processus global intégrant quatre phases distinctes: la promotion d'un environnement favorable (phase 1), le repérage (phase 2), l'évaluation (phase 3) et la prise en charge (phase 4). Ces phases prennent tout leur sens dans les liens qu'elles entretiennent les unes avec les autres, chacune s'inscrivant dans la précédente selon le principe de subsidiarité.

En 2016, en vue de poursuivre cet objectif de pluridisciplinarité, le GREA a concentré ses efforts sur la diffusion et l'élargissement de la démarche IP auprès de professionnels non spécialisés mais qui sont toutefois concernés. Si la démarche IP est bien connue par les professionnels du domaine des addictions, il est intéressant de créer des ponts et de favoriser la collaboration avec des acteurs qui ont également un rôle dans l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité comme par exemple la police. En effet, cette dernière est parfois sollicitée par des institutions sociales pour adolescents lors de constats

de consommation ou de deal de substances. Se pose alors la question de la collaboration entre le domaine socio-sanitaire et le domaine de la police. Durant cette année 2016, le GREA a rassemblé des travailleurs sociaux, directeurs d'institutions et des chefs de brigades policières, afin de démarrer une réflexion commune au sein d'un groupe de travail intercantonal et pluridisciplinaire. Un document de synthèse avec des recommandations pratiques est attendu pour 2017.

Enfin, le GREA a également participé à la révision de la Charte IP en vue d'élargir le public cible. En effet, la démarche IP d'abord pensée pour soutenir les jeunes, s'adresse à présent à toute personne se trouvant en situation de vulnérabilité indépendamment de son âge.



Jeux d'argent en ligne : intervention précoce

Coordination : *Frédéric Richter*

Mandants : *Cantons (AI, AR, FR, GE, GL, GR, JU, NE, SG, SH, TG, TI, VD, VS, ZH)*

Dans le cadre de la révision de la loi sur les jeux d'argent, le GREA est impliqué notamment comme coordinateur de la coalition pour la protection des joueurs. À ce titre, il a coordonné en 2016 un projet pour compiler les connaissances actuelles dans le domaine de l'intervention précoce sur les jeux d'argent online. Ce recueil de bonnes pratiques est un projet financé par seize cantons suisses. Les cantons, qui assument les coûts du jeu excessif (sociaux, sanitaires, judiciaires) et endossent la responsabilité des mesures de prévention dans le domaine des jeux d'argent, ont un intérêt à influencer les mesures de régulation du marché des jeux pour diminuer les coûts sociaux et pour améliorer les dispositifs de prévention.

Engagé par le GREA pour ce mandat, Christophe Al Kurdi a épluché la littérature et a réalisé une consultation des spécialistes du jeu excessif en Suisse, afin de produire un rapport de qualité. Son rapport met en évidence les bonnes pratiques en matière de système de prévention et intervention précoce auprès des joueurs online. Il a pu nourrir les réflexions des autorités de surveillance pour une meilleure régulation de ce domaine, qui devrait être légalisé en 2019.

PAC plus

Coordination : *Célestine Perissinotto*

Mandant : *CFAL, OFSP, RFA*

Le PAC plus (Plans d'action cantonaux romands) est organisé chaque automne conjointement avec la Commission fédérale pour les problèmes liés à l'alcool (CFAL), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et la Régie fédérale des alcools (RFA). Cet après-midi de rencontre annuel s'adresse aux cadres romands de la justice et police, de la santé, du social et du secteur privé concernés par les questions de politique alcool. L'objectif est de tisser un lien entre les cantons en ce qui concerne leurs activités politiques en matière d'alcool et de coordonner les actions.

Le PAC plus de 2016 portait le titre de « Alcool, famille et sphère privée: quelles limites d'intervention ? » et a attiré une bonne soixantaine de personnes. Il poursuivait l'objectif d'explorer les limites d'une intervention au sein de la sphère privée lorsqu'il y a consommation excessive d'alcool. Jusqu'où le professionnel, qu'il provienne des domaines de la sécurité, des soins, des addictions notamment est-il en mesure d'intervenir tout en respectant l'individu, sans mettre en danger son lien de confiance? Où est la limite? Quel est le cadre donné? Avec quelles contraintes morales ou légales et professionnelles faut-il compter? Pour répondre à ces questions, les invités ont été: Olivier Meuwly, Dr en droit et ès lettres, historien, Patrick Peyter, chef de l'Office régional de protection des mineurs de l'Est vaudois, SPJ Vaud, Major Luc Broch, chef de la Police de proximité du canton de Genève, Annick Bavaud, responsable unité, Centre de prévention de l'Ale et Christophe Cloarec, chef opérationnel de l'EMUS.

PAC

Coordination : *Célestine Perissinotto*

Mandants : *CFAL, OFSP, RFA, CDS, Union des villes suisses*

Le PAC et le PAC plus (cf. ci-dessus) sont cousins. Tandis que la demi-journée PAC plus est typiquement

romande, la journée PAC (Plans d'actions cantonaux) vise à réunir dans une journée tous les acteurs clés de la politique alcool à l'échelle suisse.

En 2016, le PAC a été marqué par la fin du Programme national alcool (PNA) 2012-2016. Les organismes responsables souhaitaient dès lors faire une rétrospective des deux volets du PNA (2008-2012 et 2012-2016), montrer une sélection de projets cantonaux relevant du PNA et dégager une analyse des perspectives. C'est ce qu'a fait la journée PAC 2016 qui s'est déroulée le 8 novembre à Berne. Intitulée par conséquent «Confédération, cantons et communes: quel avenir pour la politique en matière d'alcool?», elle a porté sur la présentation d'un bilan et de l'état d'avancement des travaux de la politique en matière d'alcool au niveau national. Les tâches de manœuvre dont disposent les cantons et les villes pour adopter des mesures de prévention ont également été exposées.

PILDJ – Programme intercantional de lutte contre la dépendance au jeu

Coordination: *Frédéric Richter*

Mandant: *CLASS (Conférence Latine des Affaires Sociales et Sanitaires)*

Le PILDJ est un mandat coordonné par le GREA depuis 2007. Les cantons romands ont renouvelé leur confiance au GREA en lui confiant une nouvelle phase pour les années 2016 à 2018. Le thème des jeux d'argent a été particulièrement mouvementé en Suisse durant l'année 2016 à cause du débat sur la révision de la loi sur les jeux d'argent (LJA) qui a débuté au Parlement. La prévention du jeu excessif reste le parent pauvre de ce projet de loi, alors que ce dernier prévoit une augmentation de l'offre de jeu, notamment avec l'autorisation d'exploiter des jeux d'argent sur internet pour les opérateurs suisses. Dans ce contexte, le dispositif romand de lutte contre la dépendance au jeu est un modèle important qui permet d'avoir une stabilité pour assurer une partie du travail nécessaire à la prévention du jeu excessif.

Exceptées les activités de traitement, le PILDJ se doit d'assurer la coordination des activités de prévention, de formation et de recherche. En 2016, le PILDJ a permis de finaliser notamment deux projets ambitieux allant dans ce sens: une plateforme sur le jeu excessif pour les professionnels (sos-jeu.ch) et le projet «jeu contrôle».

La plateforme sur le jeu excessif est un projet fédérateur qui a été initié en 2014. Il vise à développer une

plateforme d'information et de documentation sur le jeu excessif afin de renforcer les échanges entre les spécialistes, tant au niveau des savoir que des actions. Concrètement, cette plateforme est une base de données réunissant l'ensemble des actions de prévention réalisées en Suisse romande d'une part, et d'autre part, la documentation scientifique francophone sur le jeu excessif, notamment ce qui a été réalisé en Suisse romande.

- Refonte du site
- Mise en ligne début 2017

Le programme Jeu-contrôle est une initiative novatrice, développée en partenariat avec le service d'addictologie des Hôpitaux Universitaires de Genève. Il s'agit d'un programme en ligne qui vise à redonner aux personnes qui jouent aux jeux d'argent la capacité de choisir et de gérer leur activité, en s'auto-observant et décidant combien de temps et d'argent ils souhaitent dépenser. Basé sur l'auto-prise en charge, Jeu-contrôle s'appuie sur le concept de «consommation contrôlée» plus connu dans le domaine de l'alcool. Il s'agit d'apprendre à observer son activité en faisant des choix et en proposant des feedbacks instantanés (graphique, alarme). Jeu-contrôle est une app pour téléphone mobile et un site internet (www.jeu-contrôle.ch).



PNA – Programme national alcool

Coordination: *Célestine Perissinotto*

Mandant: *OFSP*

Le Programme national alcool (PNA) a été mis en place en 2008 par la Confédération afin de soutenir les différentes politiques cantonales alcool dans un souci de cohérence. Le GREA en a été la courroie de transmission entre cantons et Confédération. Ce programme a pris formellement fin au 31 décembre 2016 et cède sa place à la Stratégie nationale Addictions. Le PNA

a insufflé une impulsion nationale dans le cadre des problèmes qui touchent à l'alcool.

Le PNA a encore permis la création des «Facteurs de succès», un instrument d'évaluation des politiques alcool dans les cantons, qui pourrait s'ouvrir aussi à d'autres substances, en cohérence avec la Stratégie nationale Addictions.

Promedro

Coordination : *Jean-Félix Savary*

Mandant : *OFSP*

Depuis de nombreuses années, le GREA bénéficie d'un soutien de la Confédération dans le cadre du plan de mesures de la Confédération en matière de drogues illégales (ProMeDro III). Ce dernier arrive à son terme fin 2016 et sera remplacé par la Stratégie Addiction. Un nouveau mandat a donc pu être renégocié avec l'Office fédéral, pour continuer de soutenir les activités de notre association, ceci dans le cadre renouvelé de la Nouvelle Stratégie, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 2017. Celle-ci vise une plus grande cohérence des politiques addictions, notamment pas l'élargissement du concept des 4 piliers

Addiction Neuchâtel

Coordination : *Frédéric Richter*

Mandant : *Fondation Neuchâtel Addiction et Fondation Goéland*

Dans le cadre de leurs travaux de fusion, Fondation Neuchâtel Addiction et Fondation Goéland ont fait confiance au GREA pour animer un groupe de travail sur la définition des prestations de la future entité voulue par les autorités cantonales.

Pour animer ce groupe, le GREA a donné un mandat par délégation à Frédéric Richter, libérant ainsi ce dernier de rendre des comptes au GREA quant au contenu des travaux du groupe de cadres qu'il a animé, afin de garantir la confidentialité des échanges. Ces travaux se poursuivront dans le premier semestre 2017.

Addictions et prisons

Coordination : *Oscar Ruiz*

Mandant : *Fondation latine Projets pilotes addictions (FL2PA)*

La Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police (CLDJP) a créé en 2012 une fondation de droit public pour encourager l'expérimentation de nouvelles formes de prise en charge des problématiques

addictives frappant des personnes condamnées par la justice pénale, qui porte le nom de « Fondation latine Projets pilotes addictions » (FL2PA). Celle-ci a pour but d'accompagner ou de soutenir des projets présentés par les cantons latins et novateurs dans la prise en charge institutionnelle ou ambulatoire des personnes sous main de justice pénale en Suisse latine. Pour remplir son mandat, la FL2PA a décidé de se doter d'une vision plus globale de ce qui existe aujourd'hui au niveau latin et des besoins des acteurs, pour mieux cibler et cadrer ses soutiens. A ce jour, aucun état des lieux n'est disponible pour la Suisse latine et il ne semble pas exister d'acteurs qui aient une vision précise de la question. Afin de combler ce manque d'information et d'éclairer ainsi les futures activités de la Fondation latine, un mandat sur la question a été confié au GREA, qui a commencé ses travaux en octobre 2016.

COMMUNICATION

Site internet

Pour l'année 2016, le site du GREA a été visité par 32'849 visiteurs uniques pour un total de 125'276 pages vues. Dans la répartition, 65% des visites viennent de Suisse - avec pour la première fois, la ville de Zurich en tête des provenances, viennent ensuite Lausanne et Genève. La France reste la deuxième source de visites (plus de 20%) - viennent ensuite l'Allemagne, le Canada et la Belgique.

Vidéos & interviews du GREA

Le GREA, depuis quelques années, anime une chaîne YouTube. Pour l'année 2016, les interviews du GREA comptent 5180 vues. (ce qui fait 15'705 minutes de visionnage). La vidéo la plus visionnée cette année encore est la prise de parole de Roland Coenen, intitulée « Comment accompagner les adolescents à risque ? » (653 fois) suivie de l'interview de Jean-Pierre Couteron « La Société addictogène » (607 fois).

La revue « Dépendances »

Deux numéros de la revue sont parus en 2016 et un troisième début 2017, grâce à la collaboration entre Addiction Suisse et le GREA :

N°57 « Aller vers »

N°58 « Politique drogues internationale »

N° 59 « Addiction et maladie »

Tous les articles sont disponibles en format PDF sur le site internet du GREA une année après leur parution dans la version papier.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué ces dernières années à la rédaction du « Dépendances », en particulier les professionnels qui donnent de leur temps pour transmettre leur savoir-faire, exercice précieux dans l'espace interdisciplinaire des addictions.

Nouvelle revue internationale – Addiction(s): recherches et pratiques

Les efforts de mises en réseau des associations professionnelles francophones sont constants depuis plusieurs années. Partageant les mêmes préoccupations, dans un univers linguistique commun, nous avons tout intérêt à mieux travailler ensemble, dans un monde de plus en plus connecté, afin d'apprendre les uns des autres. En 2016, un projet de nouvelle revue sur les approches et pratiques dans les addictions a pu ainsi voir le jour, portée par les quatre associations professionnelles

francophones des addictions: la Fédération Addiction pour la France, l'Association des intervenants en dépendance du Québec, la Fedito de Bruxelles et le GREA pour la Suisse romande, qui coéditent tous cette nouvelle production. Le centre de recherche RISQ (Canada) complète cet aéropage pour les aspects plus scientifiques. Ce beau projet permet de rapprocher un petit peu nos quatre pays et annonce des collaborations futures. La publication est attendue pour le tout début 2017.

Evolution des membres du GREA

L'augmentation des membres institutionnels se poursuit également passant de 17 institutions membre en 2015 à 21 en 2016. Ainsi, plus de 182 professionnels sont touchés par le GREA via l'engagement de leur employeur.

Communiqués de presse & prises de position 2016

19.12.2016 Brigitte Hool et la chorale « Clair de la Rue » chantent Noël

11.11.2016 Bonne nouvelle des USA: plusieurs Etats légalisent le cannabis

24.06.2016 « Support. Don't punish. » Journée d'action mondiale

13.06.2016 Protection des joueurs – Rien ne va plus

22.04.2016 Drogues: l'ONU 2016 acte la fin du tout répressif

14.04.2016 ONU 2016: Des milliers d'appels pour en finir avec la guerre à la drogue

26.01.2016 Des jeux pour le bien de tous!

Newsletter électronique

Le GREA joue aussi le rôle de média romand spécialisé dans les addictions. Dans un souci d'informer sur les actualités et les formations ou les autres événements organisés par les membres, les professionnels en général, les partenaires, les cantons et tout acteur en lien avec le domaine, le GREA publie des informations sur son site internet (actualités - news) qui sont automatiquement diffusées aux abonnés par mail. Une newsletter électronique hebdomadaire synthétise les news de la semaine et est envoyée aux abonnés par mail également le vendredi. Le service est totalement gratuit. Ce service enregistre un nombre en constante augmentation depuis plusieurs années. Il prouve l'intérêt incessant pour le domaine et comble également un besoin tangible d'information.



Brigitte Hool et la Chorale Au Clair de la Rue en décembre (source: Au Clair de la Rue)

ACTION DANS LE CHAMP POLITIQUE

Loi sur les jeux d'argent

La révision totale de la législation sur les jeux d'argent aura été le principal enjeu politique de l'année 2016 pour notre association. Tout au long de l'année, le GREA aura livré la position des professionnels et relayé les connaissances addictologiques vers les acteurs de ce débat, qu'ils soient politiques, administratifs, ou provenant de la société civile. Le GREA aura continué à assumer la coordination de la coalition nationale «*Pour la protection des joueurs*», créée en 2015. Celle-ci permet de rassembler les principaux acteurs qui partagent nos sensibilités derrière le même message, et se compose de Addiction Suisse, CSAJ, Dettes-conseil suisse, Fachverband Sucht, NAS-CPA, Radix, SSAM et Ticino Addiction.

Au nom de cette coalition, un travail de plaidoyer constant a été effectué, avec notamment une présentation de nos arguments à la commission du Conseil national et au Conseil fédéral. Une documentation synthétique a pu également être produite, aux différentes étapes du processus, et distribuée à tous les parlementaires concernés. A l'image de la loi sur l'alcool, les risques les plus importants ont pu être évités, mais nos propositions d'amélioration n'ont malheureusement pas trouvé échos auprès de nos élus. Le débat devrait se poursuivre en 2017 avec une deuxième lecture aux Chambres, ce qui devrait clore ce processus à moins qu'un référendum ne vienne prolonger encore la discussion. En effet, l'épineuse question du contrôle du marché sur internet pourrait déclencher un vote populaire.

Parallèlement au débat parlementaire au niveau national, le travail d'application de ces nouvelles normes va bon train chez les autorités de régulation, cantonales et fédérales. Là aussi, la coalition pour la protection des joueurs apporte ses éclairages, afin de transformer dans des règles concrètes les déclarations d'intention sur la protection des joueurs. Deux séminaires pour les autorités de surveillance, ainsi qu'un rapport (fait en partenariat avec les cantons) ont été organisés sur l'intervention précoce, avec les autorités de surveillance. Par ailleurs, le siège réservé à la prévention dans la commission technique qui pilote la rédaction des ordonnances aura continuer d'être occupé par le GREA.

Loi sur l'alcool

L'année 2015 s'était terminée par une double victoire inespérée en matière d'alcool, à savoir l'enterrement de l'irresponsable «initiative Bortoluzzi» (qui visait à ne plus rembourser les soins en cas d'hospitalisation due à l'alcool) et la fin du processus douloureux de la révision partielle de la loi sur l'alcool. Celle-ci avait vu certains milieux utiliser toutes les ruses parlementaires pour faire baisser le prix de l'alcool, et avec lui les moyens pour la prévention. Ce double succès consacrait une victoire d'étape de notre «Coalition pour une politique alcool responsable». Il montrait qu'une alliance entre les milieux socio-sanitaires, les villes et les cantons pouvait stopper les velléités dérégulatrices d'intérêts mercantiles.

Au lendemain de ce revers, de nouvelles initiatives étaient déjà annoncées, tant sur le marché de l'alcool que pour tenter à nouveau de sortir de la solidarité certaines prestations de soins. Cependant, les principales parties prenantes ont pour l'instant renoncés à tenter de changer à nouveau le système actuel. Il semble que les équilibres permettent de maintenir le statu quo, mais pas forcément d'en changer, et ceci pour tout le monde. Ces épisodes auront appris aux deux camps que l'opposition frontale ne permettait pas d'avancer et a remis en question en profondeur certaines certitudes. Face aux problèmes des alcools à bas prix, ou sur les coûts de la santé, il est possible que de nouvelles alliances puissent voir le jour.

Cannabis

Le débat sur les drogues illégales n'a probablement jamais connu un moment aussi favorable pour le changement. La chape de plomb qui pesait sur la régulation des produits stupéfiants s'est finalement fissurée, au point de voir renaître partout le débat sur le dépassement de la prohibition. Après l'accumulation, année après année, des preuves des dégâts de l'approche

répressive, et après les coups de boutoirs répétés de la *Global Commission on Drug Policy* et autres acteurs de la société civile, le consensus a finalement pu être rompu, ouvrant la voie à de nouvelles pistes pour réduire les dommages. Principal produit illégal consommé en Suisse, c'est naturellement le marché du cannabis qui fait l'objet de toutes les attentions.

En Suisse, les villes ont à nouveau pris le leadership, avec des projets en développement dans les principaux centres urbains. Ces initiatives courageuses ont besoin de l'expertise des professionnels pour réussir ce difficile pari de rompre l'immobilisme. Le GREA aura accompagné ce mouvement tout au long de l'année par une communication ciblée, en direction des décideurs, mais aussi en tentant de faire usage de pédagogie auprès du grand public, à travers de nombreuses interventions médiatiques. Il représente également les professionnels romands dans les réseaux nationaux, qui ont plus que jamais besoin de se coordonner sur le sujet pour cette fois-ci, réussir à dépasser les peurs,

Financement des prestations

Les pressions répétées sur le financement des prestations obligent à réfléchir à de nouvelles pistes. Faisant suite au colloque 2015 du GREA, organisé sur ce thème, l'assemblée générale 2016 a mandaté l'association pour continuer à explorer de nouvelles pistes, notamment par la mise en place d'un nouveau système de financement basé sur une taxation uniforme sur les produits. Ce nouveau système pourrait s'inspirer du modèle de la dîme sur l'alcool, qui donne aux cantons les moyens d'agir. Ces idées sont aujourd'hui dans l'air du temps et ouvrent de nouvelles perspectives de compromis gauche-droite.

En internalisant dans le prix des substances les coûts liés aux dommages qu'elles peuvent engendrer, il y a matière à satisfaire les exigences de financement du dispositif, tout en maintenant une solidarité entre ses utilisateurs. L'Académie des Dépendances en a d'ailleurs fait une de ses recommandations, signe que la réflexion avance dans tout le pays. Aujourd'hui, les taxes payées sur les différents produits (tabac, jeux et alcool) excèdent les coûts directs qui sont engendrés, mais ne sont pas dépensées dans notre domaine. Ces idées doivent encore être discutées pour arriver à maturation. Il sera alors temps de considérer leur mise en œuvre sur le terrain politique.

Politique internationale

Au niveau international, l'événement de l'année 2016 aura été sans nul doute la tenue d'une assemblée

générale des Nations Unies spécialement consacrée à la question des drogues illégales (UNGASS). Elle faisait suite à une autre assemblée consacrée au même thème en 1998, qui s'était terminée par le slogan: «un monde sans drogues, nous pouvons le faire!». 18 ans après, cette vision angélique d'une société fantasmée sans consommation de produits psychotropes semblait bien loin, et avait pour la plupart disparue. Elle faisait la place à une vision bien plus pragmatique de la situation ou la santé, les droits humains, l'environnement et le développement occupent maintenant le devant de la scène.

Cet événement mondial aura vu également une forte mobilisation de la société civile, avec des milliers de représentants présents à New York pour cet événement. Le GREA était aussi présent, avec ses partenaires, afin de livrer la perspective suisse, là où elle était utile. Signe de reconnaissance très apprécié, notre association a pu faire partie de la délégation officielle de la Suisse, ce qui a grandement facilité son travail de promotion de la vision alternative des professionnels suisses sur le sujet.

RÉSEAUX SUISSES ET INTERNATIONAUX

Romandie

A travers ses plateformes, son comité et les différents groupes où il est représenté, le GREA aura poursuivi son rôle de plaque tournante du réseau addiction romand, dans un climat de pressions constantes au niveau politique. L'adversité à laquelle notre domaine doit faire face unit nos membres et nous rappelle le sens que nous avons à nous réunir sous une bannière commune, quand cela est nécessaire. Dans ces circonstances, le GREA a pris acte de la volonté du Collège romand de médecine de l'addiction de constituer un secrétariat propre, malgré les demandes de dialogue exprimées par notre comité et sa disponibilité à trouver de nouvelles solutions ensemble. Le GREA continuera néanmoins sans relâche de porter le souci de mutualiser nos ressources pour mieux défendre ensemble nos valeurs et nos intérêts, tout en respectant le choix de chacun.

Suisse

Au vu de l'actualité politique très chargée encore en 2016, le réseau national des addictions a été fortement sollicité. Réuni au sein de la NAS-CPA, il a travaillé de manière coordonnée sur les principaux objets politiques, en réussissant à chaque fois à trouver des

consensus et des positionnements communs. Ce travail au jour le jour sur des objets politiques concrets ne doit pas nous faire perdre de vue le travail à plus long terme, d'adaptation de nos représentations et de notre discours aux réalités contemporaines. Avec l'Académie des Dépendances à Ascona, une réflexion plus globale aura aussi été menée avec les principaux acteurs nationaux. Les principes qui ont été dégagés suite à ces travaux de trois jours proposent une nouvelle base de dialogue à tous. Ils visent à alimenter le débat, faire réagir, mais aussi inspirer de nouvelles postures pour la société de demain, au-delà des blocages actuels et des anciens clivages. Ils viennent compléter les autres travaux de même nature, afin de permettre à de nouveaux équilibres d'émerger.

Francophonie

Le partenariat avec nos alter-ego des autres pays francophones, soit la Fédération Addiction pour la France, la Fedito pour la Belgique, et l'AIDQ pour le Québec, a débouché sur deux nouvelles réalisations enthousiasmantes : la production d'une nouvelle revue (voir plus haut) et l'organisation du premier colloque francophone de réduction des risques à Montréal (prévu pour le printemps 2017). Ces deux nouvelles initiatives viennent s'ajouter à nos collaborations existantes, comme le développement du programme Alcochoix+, réalisé dans la même configuration. Tous ces chantiers continuent à souder nos réseaux et permettent de plus en plus d'actions croisées.

BILANS COMPARÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2015 ET 2016

ACTIFS	2015	2016	PASSIFS	2015	2016
ACTIFS CIRCULANTS	557'329.55	621'915.82	FONDS ETRANGERS	38'898.37	51'063.76
Caisse	4.75	4.75	Créanciers	13'848.55	10'382.05
PostFinance 10-21391-8	153'084.07	367'722.09	TVA due	6'158.87	9'742.61
Raiffeisen 254838 cpte épargne socié- taire	117'872.75	118'039.90	C/c Cornèrcard	0.00	137.40
Raiffeisen 254860 cpte épargne	6'276.40	6'279.55	Passifs de régularisation	18'890.95	30'801.70
Raiffeisen 254863 cpte garantie loyer	11'682.80	11'688.65	MANDATS	134'824.48	137'187.99
Débiteurs	95'577.20	35'966.50	C/c Mandat PNA	26'296.85	25'507.95
./. Provision pour pertes s/débiteurs	-12'200.00	-17'800.00	C/c Mandat Campagne alcool	21'968.95	45'322.60
Impôt anticipé	505.35	507.45	C/c Mandat intervention précoce	12'292.43	9'311.88
Actifs de régularisation	130'230.65	31'360.95	C/c Mandat Rapport intervention précoce jeu	0.00	3'568.80
C/c PILDJ	54'295.58	68'145.98	C/c Mandat Online Sucht	-1'166.65	3'533.35
ACTIFS IMMOBILISÉS	4'601.00	10'701.00	C/c Mandat alcool et espace public	3'674.00	0.00
Matériel informatique	4'400.00	5'600.00	C/c Mandat Tabac	7'289.80	7'289.80
Matériel de cours	1.00	1.00	C/c Mandat ProMeDro (OFSP)	11'140.65	27'295.65
Aménagement des locaux	0.00	4'900.00	C/c Mandat Chômage et addiction	4'379.65	0.00
Titres	200.00	200.00	C/c Mandat Prévention du Jeu Excessif	21'171.00	21'171.00
TOTAL	561'930.55	632'616.82	C/c Mandat SuAk - SuchtAkademie	27'777.80	-4'613.04
			C/c mandat Prisons et addictions	0.00	-1'200.00
			FONDS PROJETS	100'565.49	154'429.23
			Fonds Alco+	37'074.59	104'207.29
			Projet DB & Site	20'000.00	28'000.00
			Projet In Médias	18'330.65	18'939.69
			Projet Brochures Ados	10'160.25	3'282.25
			Projet 50 ans	15'000.00	0.00
			PROVISION	10'000.00	10'000.00
			Provision projet charte	10'000.00	10'000.00
			FONDS PROPRES	273'552.92	277'642.21
			Capital	94'113.86	98'203.15
			Réserve plan social	82'983.12	82'983.12
			Fonds formation	13'000.00	13'000.00
			Réserve PF Genre	5'600.00	5'600.00
			Fonds communications	17'963.58	17'963.58
			Réserve pour équipement	8'171.00	8'171.00
			Réserve campagnes politiques	20'941.36	20'941.36
			Réserve projet de prévention	30'000.00	30'000.00
			Fonds formations TSHM	780.00	780.00
			DIFFÉRENCE (capital)	4'089.29	2'293.63
			TOTAL	561'930.55	632'616.82

COMPTES DE PROFITS ET PERTES COMPARÉS 2015 ET 2016

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre

DÉPENSES	2015	2016	PRODUITS	2015	2016
FORMATION GREA	80'541.10	75'948.62	RECETTES	186'694.31	233'688.87
Promotion formation	4'642.00	7'020.66	Cotisations	49'650.00	51'940.00
Défraiements intervenants	16'098.25	15'904.71	Modules de formations	88'509.78	97'680.00
Défraiements intervenants (indépendant)	17'211.60	13'330.95	Journée de formations	27'060.00	38'730.00
Défraiements intervenants (soumis AVS)	4'959.00	8'956.00	Prestations diverses	6'307.00	16'729.20
Frais modules	5'214.70	2'429.80	Autres produits	0.00	703.52
Frais journées	31'965.65	28'026.50	Indemnités interventions	15'040.43	12'846.15
Frais certification	449.90	280.00	Dons	127.10	15'060.00
COORDINATION	22'810.78	42'107.04	MANDATS	654'793.90	644'220.35
Soutien aux plateformes	380.81	1'834.26	Produit fordd	140'657.40	138'787.40
Frais de délégation internationale	1'530.25	6'419.27	Produit PILDJ	159'000.00	141'420.00
Autres frais de délégation et représentation	260.62	239.40	Résultat s/Mandat PNA	51'400.00	59'400.00
Cotisations diverses	900.00	1'000.00	Résultat s/Mandat Campagne alcool	85'600.00	68'000.00
Comité GREA	9'015.85	5'274.35	Résultat s/Mandat intervention précoce	57'800.00	49'000.00
Membres GREA	9'482.20	25'668.76	Produit PAC+ (KAP+)	33'077.20	29'800.00
Documentation (acquisition d'ouvrages)	1'241.05	1'671.00	Produit PAC (KAP)	4'629.65	4'629.65
COMMUNICATION	24'820.09	37'431.21	Résultat s/Mandat Online Sucht	10'800.00	5'300.00
Internet	412.55	3'355.90	Résultat s/Mandat alcool et espace public	25'600.00	3'674.00
Base de données	150.00	1'745.00	Produit Site CoRoMa	4'629.65	0.00
Maintenance "cloud" (DB & Site)	7'893.95	7'206.00	Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	77'400.00	78'200.00
Impressions et envoi réseau	2'017.00	2'856.58	Résultat s/Mandat Chômage et addictions	0.00	9'009.30
Graphisme	61.75	64.35	Résultat s/Mandat Prévention du Jeu Excessif	4'200.00	0.00
Débats	774.75	22'203.38	Résultat s/Mandat SuchtAkademie	0.00	57'000.00
Promotion	10'262.81	0.00	PROJETS	16'300.00	32'000.00
Frais 50 ans	3'247.28	0.00	Produit A+	8'800.00	10'600.00
PERSONNEL	735'016.05	760'969.55	Résultat s/Projet In Médias	7'500.00	6'400.00
Salaires	627'018.35	630'585.00	Dissolution Projet 50 ans	0.00	15'000.00
./. Salaires récupérés	-15'993.60	0.00	AUTRES PRODUITS	171'591.26	132'292.45
./. Allocation d'initiation au travail	-4'275.15	0.00	Soutiens cantonaux (dîmes)	162'400.00	123'100.00
Charges sociales	96'257.40	100'579.65	Soutien 3K LStup	9'250.00	9'225.00
Défraiement, transports, formation	19'399.90	12'227.10	Escomptes	-58.74	-32.55
Auxiliaires (stagiaires et civilistes)	12'582.80	17'304.75	PRODUITS FINANCIERS	216.45	178.25
Frais de représentation	26.35	273.05	Intérêts rémunérateurs	216.45	178.25
ADMINISTRATION ET INFRASTRUCTURES	162'318.61	123'629.87	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	4'089.29	2'293.63
Frais d'envoi et de copies	15'690.37	0.00	TOTAL	1'025'506.63	1'040'086.29
Leasing, technique et hardware	4'290.50	4'341.25			
Maintenance informatique	375.65	17'400.95			
Télécom (téléphone, Internet)	4'087.80	3'773.70			
Loyer	48'741.60	48'741.60			
./. Sous location	-5'500.00	-6'000.00			
Entretien des locaux	1'046.60	700.15			
Fournitures de bureau, frais administratifs	6'667.19	4'965.10			
Comptabilité	20'000.00	19'200.00			
Assurances commerciales	382.25	392.75			
Frais financiers et intérêts	508.00	541.37			
Ajustement TVA	5'171.75	14'832.30			
Amortissements	3'034.25	5'785.70			
Mouvements extraordinaires	10'722.65	-4'645.00			
Attribution provision pour pertes s/débiteurs	7'100.00	5'600.00			
Attribution pour impression actes colloque des 50 ans	15'000.00	0.00			
Attribution Fonds DB & Site	20'000.00	8'000.00			
Attribution provision salle de formation	5'000.00	0.00			
TOTAL	1'025'506.63	1'040'086.29			

LE SECRÉTARIAT

Nathalie Arbellay, responsable de formation

Marie Cornut, chargée de projet

Stella Jalade, médiaticienne

Joëlle Meuwly, responsable secrétariat

Siham Musa, apprentie employée de commerce (dès le 15 août 2016)

Géraldine Morel, collaboratrice scientifique (jusqu'au 29 février 2016)

Célestine Perissinotto, chargée de projet

Frédéric Richter, vice-secrétaire général, responsable mandats

Oscar Ruiz Garcia, chargé de projet (dès le 1^{er} novembre 2016)

Jean-Félix Savary, secrétaire général

Lydia Schneider, responsable formation ad intérim (dès le 1^{er} août 2016)



LES CIVILISTES ET STAGIAIRES

Rafael Fink (du 11 janvier au 2 juin)

Matthieu Barras (du 2 mai au 27 mai)

Oscar Ruiz (du 28 juin au 31 octobre)

Giacomo Mariconda (du 15 août au 5 septembre)

Abdoulaye Doro (du 17 octobre au 13 décembre)

Maxime Melina (29 octobre au 21 décembre)

Christophe Dafflon (du 31 octobre au 4 décembre)

LE COMITÉ

Cédric Fazan, président, Vaud

Anne François, vice-présidente, Genève

Jean Bergeron, Vaud

Guido Biscontin, Vaud (jusqu'au 31 décembre 2016)

Stéphane Caduff, Vaud

Ulrich Gerber, Valais (dès novembre)

Yasser Khazaal, Genève (jusqu'en mai)

Yaël Liebkind, Genève

Pascal Maurer, Jura

Nathalie Mondin, Fribourg

Isabelle Philippe, Neuchâtel

Laurent RoCHAT, Vaud

George Riesen, Fribourg

Ann Tharin, Vaud

Philippe Vouillamoz, Valais (jusqu'au 31 décembre 2016)

**GROUPEMENT ROMAND
D'ÉTUDES DES ADDICTIONS**

Rue Saint-Pierre 3
CP 6319
1002 Lausanne
T. +41 24 426 34 34
F. +41 24 426 34 35
info@grea.ch

WWW.GREA.CH

GREA
GROUPEMENT ROMAND D'ÉTUDES DES ADDICTIONS

**NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER
CHALEUREUSEMENT TOUS LES ORGANISMES QUI
NOUS PERMETTENT D'OFFRIR NOS PRESTATIONS**

Canton de Berne
Canton de Fribourg
Canton de Genève
Canton du Jura
Canton de Neuchâtel
Canton du Valais
Canton de Vaud
Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales
Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police (CLDJP)
Régie fédérale des alcools (RFA)
Confédération suisse
Infodrog